



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **RUE MANSARD - Destination temporaire - Livraisons par camion du centre des restos du coeur de la ville**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête de JEAN CLAUDE CARLE POUR LES RESTOS DU COEUR, adressée par courrier en date du 15 janvier 2024 par laquelle elle sollicite l'autorisation d'organiser le déménagement du **LUNDI 22 JANVIER 2024 au VENDREDI 31 JANVIER 2025** ,

- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La circulation de tous véhicules sera interdite: réservé au camion de livraison des Restos du Coeur
- **RUE MANSARD tout les jeudis matins du 22/01/2024 au 31/01/2025 de 09:30:00 à 11:30:00**

ARTICLE 2 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection des livraisons nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par JEAN CLAUDE CARLE POUR LES RESTOS DU COEUR.

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 3 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur

de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 4 : L'entreprise évitera toute activité hors de l'emprise du déménagement.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télerecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : JEAN CLAUDE CARLE POUR LES RESTOS DU COEUR demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution du déménagement ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection du déménagement.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : M. le Directeur Général Adjoint, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 10 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à JEAN CLAUDE CARLE POUR LES RESTOS DU COEUR

Arles, le 17 janvier 2024

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

